



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
3 avril 2024
Français
Original : anglais

Session annuelle de 2024
New York, 3-7 juin 2024
Point 7 de l'ordre du jour provisoire
L'égalité des genres au PNUD

**Rapport annuel de l'Administrateur sur la mise en œuvre
de la Stratégie du PNUD pour la promotion de l'égalité
entre les hommes et les femmes en 2023**

Résumé

Ce rapport présente l'examen à mi-parcours et la deuxième année de l'application de la Stratégie du PNUD pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2022-2025. Celle-ci est en bonne voie malgré la crise passagère et les réactions hostiles envers l'égalité entre des genres. Au cours des deux premières années de mise en œuvre de la Stratégie, le PNUD a atteint ses objectifs, élargi de nouveaux domaines de travail et montré comment la transformation structurelle peut s'opérer en préconisant le développement intégré, en innovant à cet égard et en montrant des exemples.

Le PNUD a commencé à apporter un soutien à long terme aux réformes et à la gouvernance budgétaire tenant compte des questions de genre. Il a intégré l'égalité des genres dans la protection sociale, en incluant les soins non rémunérés et l'économie informelle. Il a entrepris de renforcer le soutien apporté aux femmes pour qu'elles accèdent à la justice, tout spécialement dans les cas de violence fondée sur le genre, en particulier dans les situations de crise. Deux ans après le lancement de la stratégie, le PNUD est mieux équipé pour s'adapter et influencer sur les normes de genre négatives et a conscience qu'il faut poursuivre les efforts et renforcer les capacités d'analyse. Le label égalité des genres est pleinement utilisé dans 90 % des pays et constitue le principal vecteur de la transformation institutionnelle nécessaire à la concrétisation de l'égalité des genres. Le potentiel du PNUD pour ce qui est de renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes est en train de se concrétiser, mais pas entièrement : les partenaires bilatéraux doivent prendre des engagements fermes pour que le PNUD puisse continuer à montrer comment l'intégration et la transformation structurelle favorisent l'égalité des sexes.



Table des matières

	<i>Page</i>
I. Contexte stratégique	3
A. Montrer que la transformation est possible même en période de troubles	3
B. Performance du PNUD : principales conclusions et observations	3
II. Priorités du PNUD	5
Pauvreté et inégalités	5
Gouvernance	7
Résilience	8
Environnement	9
Énergie	10
Égalité des genres	11
III. Partenariats	15
IV. Transformation institutionnelle : analyse approfondie du label égalité des genres	17
Leadership	18
Intégration et spécialisation	19
Apprentissage permanent et innovation	19
Une culture de l'égalité et de l'inclusion	20
Des ressources financières à la hauteur des ambitions	20
Principe de responsabilité	21
Communication au service de la mobilisation	21
V. Orientations futures	21

I. Introduction

A. Montrer que la transformation est possible même en période de troubles

1. La Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2022-2025 est née après la crise de la COVID-19, à un moment où l'on s'interrogeait intensément sur les raisons pour lesquelles les progrès en la matière restaient lents et épars et s'étaient même inversés. L'appel à repenser les systèmes politiques, économiques et environnementaux s'est fait jour et a poussé les gouvernements à envisager de modifier les systèmes fondamentaux et les structures de pouvoir dont continuent de résulter des disparités de genre et la marginalisation des femmes.

2. En 2024, cependant, le monde est devenu plus dangereux et plus injuste pour de nombreuses femmes et d'autres groupes confrontés à des discriminations liées à des facteurs tels que l'âge, la classe sociale, le handicap, la race, l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le statut migratoire. Plus de 380 millions de femmes et de filles vivent dans l'extrême pauvreté. Les risques et la vulnérabilité continuent de s'accroître en raison du changement climatique et d'une crise de la dette qui a mis les économies sous pression et réduit les services publics. La fracture numérique entre les hommes et les femmes laisse des millions de personnes, en particulier des femmes et des filles démunies, à l'écart des promesses de la transformation numérique. Presque chaque conflit, défi humanitaire et problème en matière de développement menace les avancées sur le terrain de l'égalité des genres.

3. Malgré les obstacles, le PNUD a, au cours des deux dernières années, trouvé des moyens de faire progresser sa stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes par l'intermédiaire de son réseau de bureaux nationaux, de ses partenaires nationaux et locaux et des partenaires des Nations Unies. Aujourd'hui, il est mieux équipé pour atteindre l'objectif primordial de sa stratégie, qui consiste à établir un lien entre les améliorations immédiates dans la vie des femmes et le démantèlement des obstacles à long terme au développement durable et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Il aide les gouvernements à préserver les acquis du développement et à poursuivre les progrès en plaçant l'égalité entre les femmes et les hommes au centre des programmes politiques, économiques et environnementaux.

B. Performance du PNUD : principales conclusions et observations

4. **Le PNUD est d'une manière générale en bonne voie pour mettre en œuvre la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2022-2025.** Il a atteint ses objectifs, élargit de nouveaux domaines de travail et montré comment la transformation structurelle peut s'opérer en préconisant le développement intégré, en innovant à cet égard et en montrant des exemples. Le PNUD a maintenu une haute performance au regard du Plan d'action à l'échelle du système 2.0, dépassant ou atteignant les objectifs fixés pour 15 des 16 indicateurs pertinents, contre 14 sur 16 en 2021.

5. **Dans le contexte actuel de surendettement et de raréfaction des ressources, l'émergence d'un soutien aux politiques budgétaires favorables à l'égalité des genres est l'un des nouveaux domaines de travail les plus prometteurs.** Un montant supplémentaire de 360 milliards de dollars par an est nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable liés à l'égalité des genres. Le PNUD a commencé à apporter un soutien à long terme aux réformes budgétaire et fiscale et à la gouvernance budgétaire tenant compte des questions de genre. Les

investissements doivent être financés sur la durée, car les réformes globales prennent du temps.

6. **Les innovations institutionnelles telles que le laboratoire d'apprentissage mondial Equanomics s'avèrent efficaces pour ce qui est de renforcer les capacités du PNUD à conduire des changements structurels.** Lancé en 2023, le laboratoire associe le PNUD et d'éminentes économistes féministes. Il a suscité un intérêt inattendu, avec 252 candidatures émanant de plus de 100 bureaux nationaux. Soixante économistes du PNUD ont été sélectionnés pour travailler avec des partenaires nationaux à la mise en œuvre de solutions innovantes visant à instaurer des économies où l'égalité des genres est acquise. Il existe un potentiel important s'agissant d'ouvrir le laboratoire aux gouvernements et aux organisations de développement.

7. **Le PNUD est allé au-delà de l'approche paritaire de base de la participation des femmes au marché du travail.** Il a intégré l'égalité des genres dans la protection sociale, en incluant des aspects tels que les soins non rémunérés et l'économie informelle. Son soutien reste toutefois limité pour ce qui est d'appuyer les pratiques nationales transformatrices nécessaires pour offrir une protection sociale adéquate à toutes les femmes. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir des ressources stables et maintenir la collaboration avec les partenaires nationaux.

8. **Le PNUD a entrepris de renforcer le soutien apporté aux femmes pour qu'elles accèdent à la justice, tout spécialement dans les cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, en particulier dans les situations de crise.** En 2023, il a amélioré l'accès à la justice pour 33 millions de femmes dans 55 pays, soit davantage qu'en 2022 (32 millions de femmes). La prochaine étape consistera à étendre le travail aux questions de justice civile, en particulier celles liées aux droits des femmes à la terre, aux ressources naturelles et à l'héritage. Tous ces éléments sont essentiels au regard des multiples dimensions de l'autonomisation et du développement durable. Le PNUD a commencé à mettre en évidence le rôle crucial que jouent les femmes dans la gestion des terres grâce à la campagne « Terre des femmes. Droits des femmes ». Sous réserve que les ressources soient disponibles, les possibilités sont grandes s'agissant d'élaborer une stratégie globale et intégrée sur les droits à la terre et à la propriété qui produirait des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux.

9. **La conception et la concrétisation d'interventions visant à transformer les normes, les valeurs et les structures de pouvoir restent un défi.** Bien que le PNUD soit mieux équipé pour s'adapter et influencer sur les attitudes et opinions négatives, l'Indice des normes sociales de genre confirme l'omniprésence de perceptions et de préjugés discriminatoires et la lenteur décevante des progrès réalisés pour changer les unes ou les autres. Le nombre de personnes ayant des préjugés à l'égard des femmes a à peine diminué au cours des dernières années, ce qui donne à penser qu'il faut tempérer les attentes quant à la rapidité des progrès. Les évaluations ont souligné l'importance d'engagements de plus haut niveau en faveur de l'égalité des genres, compte tenu de la complexité de la transformation des normes sociales. Elles soulignent également la nécessité de poursuivre les efforts et de renforcer les capacités d'analyse.

10. **Au cours des deux années écoulées, le PNUD s'est engagé de manière plus proactive auprès de la société civile et des organisations de femmes.** Plus de 100 bureaux de pays ont noué des partenariats avec des organisations de femmes ou des organisations féministes en 2022 et 2023, pour défendre les droits des femmes et lutter contre la violence fondée sur le genre. L'essentiel du soutien du PNUD vise à renforcer les capacités des organisations de la société civile, puis à créer des coalitions et à mener des actions de plaidoyer pour lutter contre les réactions négatives. Compte tenu de la violence à l'encontre des défenseuses et défenseurs des droits humains, le

PNUD a renforcé son soutien à celles et ceux qui défendent la justice climatique pour les femmes et a continué à surveiller les discours haineux et les réactions négatives, y compris pendant les élections, mais il reste encore beaucoup à faire dans un contexte d'antagonisme croissant à l'égard de l'égalité des genres.

11. Le label égalité des genres s'est avéré être l'initiative mondiale la plus pertinente pour aider à rendre opérationnelle la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2022-2025. Il a été pleinement adopté dans 90 % des bureaux de pays du PNUD. En 2023, 66 bureaux de pays ont atteint les normes minimales requises pour recevoir la certification bronze, argent ou or. Le label est cependant bien plus qu'une certification, car il entraîne les participants des bureaux nationaux dans un cheminement unique qui relie les valeurs fondamentales du PNUD, l'apprentissage, un sens collectif de l'objectif et une méthodologie stricte afin d'améliorer les impacts sur l'égalité des genres. Il est devenu le principal vecteur de la transformation institutionnelle nécessaire à la concrétisation de l'égalité des genres.

12. L'analyse des facteurs de performance a montré que l'amélioration des résultats du PNUD en matière de développement résulte de niveaux plus élevés d'investissements consacrés à l'égalité des genres. L'augmentation des dépenses nationales consacrées aux projets liés au marqueur de genre GEN3 a permis d'améliorer les résultats *dans l'ensemble*. Chaque augmentation de 10 points de pourcentage des dépenses liées au GEN3, une approximation de l'intégration de la dimension de genre, a produit un progrès de 5 points de pourcentage dans la réalisation des résultats du programme national. La réalisation de multiples progrès en matière de développement justifie pleinement l'augmentation des investissements.

13. Le potentiel du PNUD pour ce qui est de renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes est en train de se concrétiser, mais pas pleinement. La Stratégie pour la promotion de l'égalité des genres exige un engagement ferme de la part des partenaires bilatéraux pour ce qui est d'investir des capitaux de démarrage afin que le PNUD puisse continuer à montrer comment l'intégration et la transformation structurelle fonctionnent tout en développant les programmes prioritaires. Les lacunes en termes de quantité et de qualité des fonds restent des contraintes importantes.

II. Priorités du PNUD

14. Les progrès en matière d'égalité des genres nécessitent une action et des investissements soutenus. Les six solutions types du PNUD visent à éliminer les inégalités structurelles et à aider les femmes à accroître leur pouvoir d'action et leur autonomie, et à faire des choix personnels.

Pauvreté et inégalités

15. Le service de la dette accapare la marge de manœuvre budgétaire dans les pays à faible revenu et relègue au second plan les investissements publics en faveur des services sociaux, ce qui a un impact négatif sur les femmes auxquelles il revient de subventionner l'économie par le biais du travail domestique. Le PNUD a donné la priorité aux réformes structurelles au moyen de politiques budgétaires et de systèmes d'imposition tenant compte des questions de genre, tout en contribuant à étendre la protection sociale et les soins à l'ensemble de la population. Il répond aux besoins immédiats en matière de services essentiels, de finances, d'actifs numériques et de moyens de subsistance.

16. Protection sociale et services de soin universels et tenant compte des questions de genre. La crise du coût de la vie en 2023 a créé une nouvelle urgence

en matière d'investissement dans une protection sociale élargie. Dans le même temps, les coupes budgétaires, la suspension des financements et les conflits touchant les services sociaux ont rendu difficile la poursuite ou l'extension du soutien aux systèmes nationaux de protection sociale. Le PNUD a œuvré en faveur de la protection sociale et des soins dans 43 pays, contre 49 en 2022. Il a étendu la couverture de la protection sociale à un plus grand nombre de femmes et de populations exclues grâce à la numérisation, à l'amélioration des registres sociaux, à la sensibilisation et à la révision de la législation et des stratégies nationales de financement.

17. Avec le soutien du PNUD, la République dominicaine a utilisé une approche multidimensionnelle de la pauvreté pour réformer ses systèmes de protection sociale, formuler un plan décennal en matière de santé, étendre la couverture des soins à la petite enfance et développer une politique nationale de soins pour promouvoir l'égalité des genres. Le Honduras a élargi l'utilisation de l'identification biométrique pour inclure les réfugiés et les personnes en situation de pauvreté non enregistrés, dont la majorité sont des femmes. Le PNUD a aidé le Monténégro à mettre au point un registre social électronique qui intègre les services et améliore la protection en reliant différents registres liés à la violence fondée sur le genre et à la sécurité sociale.

18. Alors que le travail domestique non rémunéré continue d'être sous-évalué dans le discours économique dominant, les États Membres de l'Organisation des Nations Unies ont proclamé le 28 octobre Journée internationale des soins et de l'assistance. Cela a donné un nouvel élan à un domaine de programme qui continue à se développer au sein du PNUD. En 2023, celui-ci a appuyé le développement et l'expansion de systèmes de soins complets dans 13 pays, comme le Pérou, qui a mis en place un système national de soins grâce à un outil innovant de géolocalisation des soins pour déterminer l'offre, la demande et les lacunes en matière de services.

19. **Politiques budgétaires favorables à l'égalité des genres.** Le PNUD a étendu son soutien au financement de la promotion de l'égalité des genres à plus de 44 pays en 2023, contre 36 en 2022. Les principaux volets comprenaient des réformes de la politique budgétaire (23), une budgétisation sensible au genre (14) et la mobilisation et l'alignement des financements privés (23). Parmi les 85 pays qui ont élaboré des cadres financiers nationaux intégrés, 46 ont fait de l'égalité des genres une priorité. Le Maroc a inclus des réformes visant à aligner la budgétisation tenant compte des questions de genre et le cycle budgétaire sur les recommandations formulées dans ces cadres.

20. Le PNUD a lancé le programme phare Equanomics afin de mettre les politiques budgétaires au service de l'égalité des genre et de mobiliser le soutien en faveur des réformes de ces politiques en examinant les recettes et les dépenses publiques. Il a aidé 23 pays à lancer des réformes de la politique budgétaire aux niveaux national et fédéral, tout en encourageant la planification et la budgétisation au niveau local et au niveau de l'État. Les services fournis aux gouvernements ont consisté à diagnostiquer les préjugés sexistes et l'impact des impôts et des dépenses sur l'écart de pauvreté entre les hommes et les femmes, à développer les capacités des fonctionnaires, à engager des dialogues sur les politiques nationales, à produire des données et à réviser la législation. Dans le même temps, Equanomics a aidé les ministères des finances et les autorités fiscales à entreprendre des réformes et à maintenir ces changements.

21. Le PNUD s'est associé à l'administration fiscale mongole et au comité national pour l'égalité des genres afin d'étudier la capacité des politiques budgétaires de répondre aux besoins des femmes et des hommes, en mettant l'accent sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Equanomics a renforcé les capacités de 40 agents de l'administration fiscale générale, du Ministère des finances et du comité national pour l'égalité des genres afin de détecter et de corriger les préjugés implicites dans

les taxes de base. Le Ministère des finances s'appuie désormais sur les nouvelles compétences et connaissances de ces agents pour piloter des réformes qui placent l'égalité des genres au cœur des finances publiques.

22. Accès élargi aux services essentiels, aux actifs numériques et autres, et aux financements. Avec le soutien du PNUD, 91,9 millions de femmes ont accédé aux services essentiels en 2023, contre 71,5 millions en 2022. Près de 28 millions de femmes ont obtenu des services financiers, contre 14 millions en 2021. Bien que ces interventions soient potentiellement moins transformatrices en termes de changements structurels, les faits montrent que leur impact dépasse généralement l'autonomisation économique et modifie positivement les relations entre partenaires et la prise de décision au sein du ménage, rendant ainsi les familles moins exposées à la faim et à la pauvreté.

Gouvernance

23. La désinformation et la méfiance, associées à un sentiment d'injustice et d'insécurité, ont polarisé les sociétés du monde entier et entraîné une régression des lois et des politiques. Le PNUD a continué à travailler avec la société civile et les gouvernements pour anticiper et traiter les risques et protéger les acquis en matière d'égalité des genres.

24. Mobilisation collective, voix et influence des femmes. Il est plus important que jamais de soutenir la création d'un mouvement de femmes dans les environnements les plus difficiles. Le PNUD suit de près son engagement auprès des organisations féminines et féministes afin d'étendre et d'approfondir ces relations. En 2023, 106 bureaux de pays du PNUD ont établi des partenariats avec des organisations féminines ou féministes pour défendre les droits des femmes (86), lutter contre la violence fondée sur le genre (75) et soutenir la création de mouvements et l'élargissement de l'espace civique en faveur des organisations féministes (33). En Iraq, le PNUD a aidé le Gouvernement à créer l'Alliance des femmes pour le développement et la justice climatique en réunissant trois réseaux nationaux constitués de 68 organisations non gouvernementales (ONG) dirigées par des femmes. Collectivement, ces réseaux défendent les droits des femmes dans le cadre du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, et les intègrent dans les actions liées à la justice climatique.

25. Vers des États tenant compte des questions de genre. Le PNUD a continué à jouer un rôle influent dans la promotion d'institutions publiques tenant compte des questions de genre grâce au label égalité des genres. En 2023, il a étendu l'utilisation de ce label à 30 pays et 91 institutions publiques, contre 22 pays et 63 institutions en 2022. Le label a permis à plus de 224 000 fonctionnaires d'acquérir des compétences et des outils pour démanteler les normes discriminatoires et renforcer l'engagement civique. Toutes les institutions participantes ont mis en place une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence fondée sur le genre et du harcèlement sexuel sur le lieu de travail, et 65 % d'entre elles ont approuvé des protocoles de lutte contre la discrimination, 70% ont veillé à la ventilation systématique des données par sexe et 74 % ont poursuivi au moins une initiative avec des partenaires de la société civile tels que des chercheurs en études féminines et des organisations dirigées par des femmes, 39% ayant obtenu des résultats significatifs en matière d'égalité des genres dans au moins deux grands programmes institutionnels.

26. En recourant au label, le secrétaire d'État à la science et à la technologie du Panama a pris l'initiative d'approuver la politique nationale et le plan d'action pour l'égalité dans la science, la technologie et l'innovation en fixant des objectifs visant à accroître la participation des femmes à la production de connaissances scientifiques et au développement technologique, en mettant l'accent sur les femmes autochtones.

Le pouvoir judiciaire en République dominicaine (qui a reçu le label d'or en 2023) a renforcé la sensibilité des magistrats aux questions de genre et augmenté le nombre de peines intégrant une perspective de genre.

27. Instaurer la justice de genre pour réaliser les droits. Les évaluations ont montré que le PNUD a abordé avec succès la question de l'accès des femmes à la justice, en mettant l'accent sur la violence sexuelle et fondée sur le genre. En collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la Plateforme pour la justice de genre a travaillé avec 19 pays en 2023. En Algérie, le PNUD applique des connaissances comportementales pour améliorer la réinsertion sociale des femmes détenues. La nouvelle initiative « Leadership des femmes dans la justice » œuvre en collaboration avec des institutions judiciaires en Algérie, en Guinée-Bissau, au Mozambique et au Sénégal sur des audits de genre, des examens des cadres juridiques et des formations axées sur les avocates, les auxiliaires juridiques et les magistrates. Au Kirghizistan, le PNUD a aidé le Ministère de la justice à fournir une aide juridique gratuite axée sur l'égalité des genres, qui a bénéficié à plus de 10 000 personnes. Le doublement des taux de paiement dans le système d'aide juridique garanti par l'État a attiré davantage d'avocats qualifiés.

Résilience

28. Le PNUD a maintenu un soutien vital dans les situations de crise ou d'après-crise, garantissant aux femmes des moyens de subsistance et des possibilités de travail pour survivre et résister aux chocs. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer la collaboration et le financement des organisations de défense des droits des femmes afin qu'elles puissent conduire la paix et le redressement et y participer. Les approches ad hoc en matière d'égalité des genres dans les situations de conflit restent un défi important et des efforts supplémentaires sont nécessaires car cette égalité détermine la résilience des personnes et des sociétés.

29. Réduction et gestion des risques de catastrophe tenant pleinement compte des questions de genre. Le PNUD a accru l'utilisation de données ventilées par sexe et d'analyses des questions de genre dans les plans de redressement. En 2023, 28 pays (contre 17 en 2022) ont mis en place des systèmes d'alerte précoce tenant compte de la dimension de genre, notamment l'Angola, l'Éthiopie, la République démocratique populaire lao et la Sierra Leone. Des partenariats avec la Banque mondiale et l'Union européenne ont aidé le Gouvernement turc à procéder à des évaluations concernant la reprise et la reconstruction après le tremblement de terre dévastateur de 2023, ce qui a permis de prendre des dispositions spécifiques pour définir des modèles communautaires durables visant à renforcer la résilience des femmes.

30. Relèvement économique résilient pour faire progresser l'égalité des genres. De nombreuses stratégies ont permis d'améliorer l'accès des femmes au savoir, à la terre, au crédit, à la technologie, à la protection sociale et aux services de soins. Près de cinq millions de femmes ont trouvé un emploi et amélioré leurs moyens de subsistance dans 42 pays en situation de crise ou d'après-crise en 2023, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2022 (5,4 millions) et correspond aux baisses enregistrées au Pakistan et au Zimbabwe. Davantage de programmes ont ciblé les personnes rescapées de la violence fondée sur le genre, les personnes en situation de handicap et les populations déplacées, en intégrant des activités économiques à un soutien mental et psychologique. Au Burundi, plus de 200 000 personnes ont pu accéder au microcrédit et à une formation aux compétences financières, et recevoir des certificats fonciers. L'inscription du nom des femmes sur les certificats fonciers et la reconnaissance de leur droit de propriété constituent un pas en avant vers la suppression de barrières culturelles de longue date. Le mécanisme d'engagement du

PNUD pour l'égalité des genres dans les situations de crise aide huit pays à élaborer des programmes de relèvement économique fondés sur des analyses des questions de genre et sur la transformation des normes structurelles et sociales.

31. Le taux d'emploi des femmes afghanes, qui est de 6 %, a été divisé par deux en deux ans. Le soutien aux femmes entrepreneurs et aux systèmes et marchés dans lesquels elles opèrent est le moyen d'action le plus efficace pour créer des opportunités pour les femmes. Le PNUD estime que les interdictions imposées aux femmes coûtent à l'économie un milliard de dollars par an. Il a soutenu la création de plus de 60 cuisines communautaires exploitées par des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes et l'établissement de plus de 200 groupes d'épargne axés sur les femmes, comptant 2 975 membres qui ont reçu des subventions en espèces pour des activités génératrices de revenus. Malgré une discrimination bien ancrée et de nouvelles limitations, les femmes entrepreneurs en Afghanistan font preuve d'une remarquable résilience. Le PNUD continuera à travailler à leurs côtés en adaptant les programmes afin de les soutenir malgré les restrictions croissantes.

32. Exercice des responsabilités par les femmes et pleine participation de ces dernières à la paix et au relèvement (voir la solution type n° 6).

Environnement

33. En travaillant avec des partenaires du niveau local au niveau mondial, le PNUD a pu approfondir une compréhension plus large des liens entre l'égalité des sexes, l'environnement et le changement climatique. Les nouvelles connaissances deviennent la base d'actions intégrées qui peuvent changer la donne en matière d'environnement et d'égalité des genres.

34. Gestion des ressources naturelles tenant compte des questions de genre. Pour protéger et mieux gérer les écosystèmes et la biodiversité, le PNUD a encouragé le leadership et la prise de décision par des femmes en matière de ressources naturelles dans 89 pays en 2023. Dans 93 pays, un portefeuille du PNUD et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a contribué à combler les inégalités entre les femmes et les hommes en matière d'accès aux ressources et de contrôle de celles-ci.

35. L'initiative du PNUD en faveur de la nature (Nature Pledge) est une nouvelle initiative majeure qui vise à aider plus de 140 pays à protéger et à restaurer la biodiversité tout en réduisant les inégalités entre les genres et d'autres types d'inégalités. Le PNUD y a fixé comme objectif pour 100 pays de promouvoir le leadership des femmes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, qui comporte deux objectifs inédits en matière d'égalité des genres, et le Plan d'action renouvelé sur l'égalité entre les genres, constituent une occasion historique. Le partenariat avec les municipalités, les organisations locales de femmes et les groupes productifs sera crucial et le PNUD est déjà en mesure de réaliser des progrès rapides. Il a aidé le Costa Rica à créer un réseau de femmes dans la région du fleuve Sixaola qui utilise des technologies géospatiales pour améliorer la gestion des déchets et la conservation des ressources naturelles.

36. Les collaborations avec des organisations de femmes liées à l'environnement sont passées de 22 pays en 2022 à 27 pays en 2023. Elles ont stimulé le plaidoyer en faveur de solutions basées sur la nature, y compris celles que les femmes rurales et autochtones utilisent au quotidien. Dans 61 pays, le PNUD a soutenu les coopératives de femmes et l'engagement collectif pour répondre aux préoccupations environnementales. Parmi les projets achevés dans le cadre du programme de microfinancements financé par le FEM, 43 % étaient dirigés par des femmes ou par une coopérative ou un groupe de femmes.

37. En partenariat avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et le Gouvernement du Panama, le PNUD a élaboré le premier plan d'action régional pour les défenseuses et les défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement. Ce plan d'action comprend des dispositions sur l'exercice de la justice environnementale en tant que droit fondamental.

38. Le PNUD a contribué à une analyse des engagements pris en faveur de l'égalité des genres et du climat qui sont pertinents pour les pays africains, en mettant en évidence les conditions nécessaires à leur concrétisation, telles que la prise en compte de l'égalité des genres dans les mesures d'adaptation et d'atténuation dans les différents secteurs. Dans le rapport présentant cette analyse sont examinées les capacités du Groupe africain de négociateurs et mis en lumière des exemples d'actions climatiques tenant compte des questions de genre menées par des pays africains qui contribuent à la réalisation des objectifs et aux engagements climatiques. Des recommandations sont formulées sur la manière de combler les disparités persistantes entre les femmes et les hommes dans le domaine de l'action climatique.

39. **Mise en œuvre des engagements en matière d'égalité des genres dans les plans d'action pour le climat.** Par l'intermédiaire du PNUD, le programme multipartenaires Promesse climatique a aidé plus de 77 pays à mettre en œuvre des engagements en matière d'égalité des genres et de climat. Dans 44 pays, les efforts se sont concentrés sur le renforcement des capacités institutionnelles des ministères de l'environnement, de l'énergie, des finances et de l'égalité des genres. Le Mali a formé le personnel du ministère national à la budgétisation tenant compte des questions de genre. Une deuxième priorité est l'entrepreneuriat et l'emploi des femmes. Avec le soutien du programme Promesse climatique, 30 % des subventions directes accordées aux populations autochtones et aux communautés locales au Cambodge, en Colombie, en Équateur et au Kenya sont allées à des projets menés par des femmes, les aidant à mener des actions dans les domaines de la foresterie, de la gestion des terres et de la protection de l'environnement.

40. Dans le cadre du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD), le PNUD a aidé 19 pays à intégrer les principes relatifs à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes dans les stratégies et les plans d'action liés à l'initiative REDD-plus. En Indonésie, cela s'est traduit par des taux plus élevés de participation des femmes au système national de surveillance des forêts, allant de 30 à 53 %.

41. Les enjeux de l'action climatique ont continué à inclure des calendriers serrés pour obtenir des résultats qui ne s'alignent pas sur des réalités complexes, y compris la dynamique politique. Ces contraintes peuvent conduire à un engagement précipité des parties prenantes et affaiblir la participation véritable des groupes sous-représentés.

42. Au Mexique, le PNUD a aidé les réseaux verts de sororités de femmes autochtones et rurales (Green Sorority Networks of Indigenous and Rural women) du Chiapas, d'Oaxaca et du Yucatán à développer des moyens de subsistance et à acquérir des compétences en tant que gardiennes de l'environnement. Ces réseaux renforcent les pratiques de production durable, favorisent la résilience financière dans le cadre de la transition vers une économie verte et donnent aux femmes autochtones la possibilité de lutter contre la dégradation de l'environnement.

Énergie

43. Le Centre de l'énergie durable du PNUD travaille à la réalisation de l'objectif ambitieux consistant à permettre à 500 millions de personnes, dont 250 millions de

femmes, d'avoir accès à une énergie propre. Les innovations en matière d'énergie durable et accessible permettent d'obtenir des résultats en matière de développement qui sont à la fois inclusifs et écologiques.

44. **Accroître l'accès à l'énergie pour dynamiser l'autonomisation économique des femmes.** En 2023, le PNUD a aidé 14 millions de femmes dans 37 pays à accéder à l'énergie. Le Gouvernement du Niger a donné à 170 000 femmes un accès à l'énergie propre et abordable. En Somalie, 13 000 ménages dirigés par des femmes ont pu accéder à des fourneaux à bon rendement énergétique, à des lampes solaires et à d'autres choix que le charbon de bois.

45. Une évaluation récente a montré que le PNUD pourrait prendre plus systématiquement en considération l'influence des décisions et du contrôle financier des ménages sur l'utilisation de l'énergie, ainsi que le leadership des femmes dans la transition verte. En conséquence, le Centre pour l'énergie durable a récemment renforcé son soutien au personnel dont les activités concernent à la fois l'égalité des genres et l'énergie propre, grâce à des dialogues en ligne et à des cours de formation qui ont déjà attiré plus de 300 participants. Une nouvelle initiative, intitulée « Powering Gender Equality », a permis d'apporter un soutien financier et technique à l'Éthiopie, à l'Eswatini, à Madagascar et au Malawi pour montrer comment renforcer l'autonomie économique et le leadership des femmes, améliorer la gouvernance énergétique tenant compte des questions de genre et contribuer à des cadres de politique générale en matière énergétique qui accélèrent l'instauration de l'égalité des genres. L'Éthiopie a récemment adopté une nouvelle politique nationale visant à intégrer l'égalité des genres dans les cadres énergétiques, notamment en renforçant le rôle des femmes dans la prise de décision en matière d'énergie.

46. **Investissements dans l'énergie pour faire reculer la pauvreté en temps.** Le portefeuille actif du PNUD relatif aux projets de cuisson propre financés par le FEM et le Fonds vert pour le climat concerne 75 pays et représente 350 millions de dollars de subventions. Les fourneaux à haut rendement énergétique réduisent la déforestation et la pollution, ainsi que la pauvreté en temps des femmes, bien que des efforts supplémentaires soient nécessaires pour déterminer avec précision le temps gagné par celles-ci.

Égalité des genres

47. La solution type 6 reflète comme suit les priorités clés de l'examen après 25 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing de 1995.

48. **Économies inclusives et autonomisation économique des femmes.** En 2023, le PNUD a aidé 29 pays à éliminer les obstacles qui perpétuent la ségrégation du travail et la discrimination fondée sur le genre dans l'économie, notamment en améliorant l'accès au financement, à la terre, aux actifs numériques et aux possibilités d'entrepreneuriat. Au Bhoutan, au Burundi, au Congo, en Guinée, au Kosovo, en Namibie et au Soudan du Sud, entre autres, des partenariats avec des gouvernements nationaux et locaux et des organisations de la société civile ont permis de mettre en place des pépinières d'entreprises et des services pour favoriser l'innovation, la numérisation et le développement des entreprises au bénéfice des femmes. En Arménie, une stratégie nationale globale pour l'emploi tenant compte de la dimension de genre contient des dispositions relatives aux réfugiées et aux femmes sans emploi.

49. Les technologies numériques transforment le travail et font naître une nouvelle génération d'inégalités. Le PNUD a œuvré dans 22 pays pour réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes, ce qui fait partie intégrante de l'instauration d'économies plus inclusives. En Jordanie, il a collaboré avec le Ministère de l'économie numérique et de l'entrepreneuriat et avec le secteur privé

pour renforcer les compétences numériques des jeunes femmes et des réfugiées, contribuant ainsi à améliorer l'intégration sur le marché du travail. Une collaboration avec le Ministère des technologies de l'information et de la communication du Bangladesh a abouti au lancement d'un programme pilote visant à intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial dans la lutte contre la cyberintimidation qui exclut les filles des espaces numériques.

50. Le PNUD a aidé des pays à élargir l'accès des femmes à la propriété foncière et à la propriété d'autres biens, ainsi qu'à la possibilité d'en disposer. Lors de la Journée mondiale de la lutte contre la désertification et la sécheresse en 2023, il a lancé la campagne « Terre des femmes. Droits des femmes », dont le site Web a été consulté plus de 12 000 fois. Au Burundi, il a facilité l'accès à des services judiciaires de qualité pour plus de 33 000 femmes, y compris des déplacées, afin de réduire les retards dans le traitement des litiges fonciers.

51. Égalité de pouvoir et de représentation. Face aux multiples menaces qui pèsent sur les femmes dans les domaines de la politique et du leadership, le PNUD a continué à faire progresser les processus politiques inclusifs en encourageant l'inscription sur les listes électorales de 133 millions de femmes dans 26 pays en 2023. Les efforts déployés dans 43 pays pour renforcer le leadership des femmes et l'égalité de leur participation dans les institutions publiques et privées ont permis d'accroître les capacités des femmes employées dans les administrations publiques, en faisant appel aux réseaux, aux groupes et aux commissions parlementaires de femmes. Dans les États arabes, où le niveau de participation politique aux parlements est faible et n'a pratiquement pas évolué, le PNUD a aidé à lancer le programme intitulé « Arab Leadership Academy for Women » et la campagne régionale « #HerParticipationOurFuture ». Huit pays se sont engagés à créer des académies nationales similaires en 2024 et deux pays à lancer des campagnes de sensibilisation.

52. En Gambie, en Géorgie, au Liban, aux Maldives, en Mauritanie, en République de Tanzanie, en Somalie, à Sri Lanka et au Yémen, des mesures temporaires spéciales, assorties de quotas, ont permis d'égaliser les chances des femmes en politique. Au Yémen, un quota visant à associer les femmes aux programmes de collaboration locales a permis d'encourager à prendre en compte les besoins des femmes dans les plans des autorités locales et de réhabiliter des écoles, des maternités et des hôpitaux pour enfants, ainsi que des centres de formation professionnelle pour les femmes. Un nouveau guide mondial sur l'introduction de mesures temporaires spéciales destiné aux bureaux nationaux du PNUD propose des initiatives concrètes et éprouvées pour réduire les écarts entre les femmes et les hommes dans les processus électoraux.

53. Exercice des responsabilités et pleine participation des femmes à la paix et au relèvement. En 2023, les attaques contre les femmes défenseurs des droits humains ont continué à se multiplier dans les situations de crise et de conflit. Le PNUD a contribué à l'inversion tendances régressives en favorisant le leadership des femmes et leur participation égale à la prise de décision dans les mécanismes de médiation, de réconciliation et de consolidation de la paix dans 22 pays. En Sierra Leone, le PNUD a aidé le Ministère de la femme, de l'enfant et de la protection sociale à rédiger un projet de loi sur l'action positive en matière de consolidation de la paix et à le soumettre à l'approbation du Parlement en 2024. Des activités de renforcement de la confiance à l'intention de plus de 700 jeunes hommes et femmes au Kosovo ont permis de les sensibiliser aux séquelles du conflit et de promouvoir des récits constructifs sur l'égalité des genres.

54. En Afrique, pour ouvrir et protéger un espace pour l'autonomisation des femmes et la défense de leurs droits, le PNUD a aidé 120 défenseuses des droits humains à rédiger et à passer en revue des lois destinées à protéger les groupes de défense des droits des femmes, l'espace civique et les défenseurs et défenseuses des droits

humains. Au Sahel, la collaboration avec ONU-Femmes a permis à un réseau régional dirigé par des femmes d'organiser un dialogue sur l'intégration des questions de genre, l'inclusion sociale dans la planification en prévision de catastrophes et les changements climatiques, avec des participants originaires du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria et du Sénégal.

55. **Prévenir et combattre la violence fondée sur le genre.** Le PNUD a contribué à la lutte contre la violence fondée sur le genre dans 88 pays en 2023. Son approche globale, en collaboration avec les gouvernements, renforce les capacités de prévention de cette violence, met fin à l'impunité des auteurs et améliore l'accès à la justice et à la protection. Le PNUD a prêté son concours à la révision du programme de formation des services de police zambiens afin d'y intégrer des modules visant à protéger les femmes de la violence fondée sur le genre durant la formation et dans l'exercice de leurs fonctions, et de renforcer les capacités de fournir des services d'intervention intégrés grâce à un centre de services intégrés.

56. La première phase de l'Initiative Spotlight de l'Union européenne et de l'Organisation des Nations Unies s'est achevée en 2023. En quatre ans, l'Initiative, qui couvre le système des Nations Unies pour le développement, a permis de toucher 122 pays et de mener 34 programmes dans 25 pays et cinq régions, avec un taux d'exécution total de 95 %. Près de 500 lois et politiques ont été signées pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles, et 43 pays ont renforcé leurs plans d'action nationaux pour éliminer la violence fondée sur le genre. Plus de deux millions de femmes et de filles ont eu accès à des services de lutte contre cette violence, et deux millions d'hommes et de garçons ont été sensibilisés à la masculinité positive. Les campagnes de prévention de la violence fondée sur le genre ont bénéficié à 260 millions de personnes.

57. Le PNUD a joué un rôle actif dans 25 pays bénéficiant de l'Initiative Spotlight. Sous sa direction, le taux de condamnation des auteurs d'actes de violence fondée sur le genre a doublé dans 12 pays. Le Belize a mis au point la première série d'indicateurs nationaux sur la violence fondée sur le genre, conformément aux normes de la Communauté des Caraïbes, afin d'améliorer l'intervention auprès des victimes dans les services de santé et de police, et dans les services sociaux et judiciaires. Le Kazakhstan a renforcé les sanctions à l'encontre des auteurs de violences domestiques et affiné les mesures administratives de prévention. L'Initiative Spotlight 2.0 tire parti des enseignements tirés pour rationaliser les processus, concevoir des mécanismes d'assistance technique plus réactifs, accroître l'appropriation par les pays et simplifier les approches en matière de gouvernance.

58. Le PNUD aide les femmes à accéder aux services liés au VIH et à d'autres services de santé, contribuant ainsi à réduire le risque de contracter le virus du fait de la violence sexuelle et fondée sur le genre. Pour réduire la stigmatisation associée au VIH et à la violence fondée sur le genre, le PNUD a soutenu le recrutement de travailleuses de proximité en Égypte, diffusé des informations ciblées et créé au sein d'ONG des centres de conseil sans stigmatisation. Au niveau mondial, le nombre de femmes touchées par les communications sur le changement de comportement face au VIH est passé de 7, 2 millions à 2 millions en raison du manque de financement.

59. **Combattre les réactions hostiles à l'égalité des genres.** La recherche, les nouveaux outils et les mesures mieux calibrées étayent les interventions du PNUD face aux réactions hostiles contre les droits des femmes à l'échelle mondiale, notamment grâce à l'Indice des normes sociales de genre, qui fait référence. En Libye, le PNUD a adapté l'outil numérique eMonitor+ afin de donner aux autorités électorales les connaissances et les compétences nécessaires pour lutter contre la violence de genre en ligne. De nouvelles données et informations ont permis d'orienter les stratégies des commissions électorales et les campagnes de

sensibilisation afin de créer un environnement en ligne favorable aux femmes en politique. Le PNUD a renforcé son soutien aux femmes qui œuvrent et se mobilisent en faveur du climat, passant de 22 pays en 2022 à 27 pays en 2023. Il s'agit notamment de contrer les réactions hostiles et de renforcer les coalitions pour promouvoir la justice.

60. Le PNUD continue de contribuer à l'élaboration de support de connaissances afin d'élaborer des analyses intersectionnelles. Au Brésil, un partenariat avec la Faculdade Baiana de Direito et Jusbrasil a permis la réalisation d'une étude intitulée « Racism and Racial Slurs Perpetrated on Social Media », dans le cadre de laquelle des experts ont formulé des recommandations sur la manière de lutter plus efficacement contre le racisme. En Équateur, des recherches sur la participation politique et des données provenant d'un indice de parité dans la politique ont révélé des disparités entre les femmes autochtones et les afro-équatoriennes.

61. Au niveau mondial, le PNUD a élaboré en collaboration avec ONU-Femmes une boîte à outils pour l'analyse des questions de genre fondée sur l'intersectionnalité, qui sera publiée en 2024. Les programmes du PNUD assortis d'une perspective intersectionnelle incluent le Costa Rica, où les parties prenantes soutiennent la création d'un réseau de femmes autochtones et d'ascendance africaine qui a élaboré un programme commun et des outils pratiques pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes. Au Mexique, le PNUD a contribué à la création d'un bureau de plaidoyer pour les femmes au sein de l'Institut électoral national, en consultant plus de 300 afro-mexicaines pour concevoir une plateforme de formation sur la violence politique basée sur le genre en prévision des opérations électorales de 2024. Cette plateforme s'intéresse aux idées de masculinité dans les communautés indigènes et afro-mexicaines.

62. En juin 2023, le PNUD a publié le rapport de 2023 sur l'Indice des normes sociales de genre, dans lequel les préjugés sexistes ont été décomposés à un niveau empirique afin de faire évoluer les normes sociales vers l'égalité des genres et d'aider à concevoir des politiques publiques accompagnées de moyens de lutter contre les réactions hostiles fondées sur le genre. Le rapport a fait l'objet de 127 000 visites sur le site du PNUD et de plus de 25 000 téléchargements. L'Indice des normes sociales de genre quantifie les préjugés à l'égard des femmes, en classant les attitudes relatives au rôle des femmes selon quatre domaines clés : la politique, l'éducation, l'économie et l'intégrité physique. Couvrant 85 % de la population mondiale, il a révélé que les progrès ont été décevants et que le nombre de personnes ayant des préjugés à l'égard des femmes a à peine diminué au cours des dernières années. Neuf hommes et femmes sur dix ont des préjugés fondamentaux à l'égard des femmes et 87 % des femmes et 90 % des hommes ont au moins un préjugé sexiste lié à la défense des droits des femmes et à la réalisation de leur plein potentiel. Un quart de la population mondiale considère qu'il est justifié pour un homme de battre sa femme. Dans les pays où les préjugés sexistes à l'égard des femmes sont les plus marqués, les femmes consacrent plus de six fois plus de temps que les hommes au travail domestique non rémunéré.

63. **Faire évoluer les normes sociales négatives.** En 2023, le PNUD a mis en œuvre 407 initiatives de prévention axées sur les normes sociales néfastes et les rôles et pratiques discriminatoires à l'égard des femmes dans 34 pays, même si les faits montrent que la conception de telles interventions reste un défi. Au Monténégro, l'initiative « Implementing Norms, Changing Minds » est destinée à renforcer les organisations de femmes afin qu'elles éclairent la législation et les réformes politiques et demandent des comptes aux autorités pour ce qui de prévenir et de combattre la violence fondée sur le genre. En Sierra Leone, le PNUD a renforcé les capacités des motards en organisant des sessions de formation sur la masculinité

positive et en leur donnant des moyens d’agir en tant qu’agents de paix et modèles dans la lutte contre la violence sexuelle et fondée sur le genre.

64. Amélioration des données et des analyses pour l’élaboration des politiques. En 2023, 68 pays ont élargi leurs analyses de données sur le genre ; cette augmentation (38 pays en 2021) résulte de la mise en place de l’indice de pauvreté multidimensionnelle. Les bureaux ont également élaboré des évaluations socio-économiques et contribué au renforcement des systèmes statistiques nationaux et au suivi des objectifs mondiaux. Le PNUD a élaboré une proposition concernant un indice de pauvreté multidimensionnelle axé sur les femmes afin de promouvoir une protection sociale plus ciblée. Au Pakistan, un rapport sur les femmes et la numérisation a été consacré aux disparités entre les sexes dans le domaine du numérique, et des solutions potentielles y ont été présentées. En Zambie, une évaluation parmi les femmes et les filles de la violence en ligne fondée sur le genre s’est appuyée sur les politiques et les lois existantes pour formuler des recommandations visant à atténuer cette forme de violence.

III. Partenariats

65. Conformément à sa stratégie pour l’égalité entre les hommes et les femmes, le PNUD a continué à conclure de nouveaux partenariats en faveur de l’égalité des genres tout en approfondissant les partenariats existants afin de faire avancer les objectifs de mobilisation et de politique à plus long terme.

66. Coordination au sein du système des Nations Unies. Suite à l’examen indépendant de la capacité du système des Nations Unies d’assurer l’égalité des genres, le PNUD a été un membre proactif de l’équipe de travail qui a élaboré le Plan mondial d’accélération pour l’égalité entre les femmes et les hommes avec d’autres entités des Nations Unies. Le PNUD s’engage à assurer une mise en œuvre rigoureuse du plan à l’échelle de l’ensemble du système des Nations Unies. Il continue de mettre en œuvre de manière proactive la feuille de résultats des équipes de pays relative au Plan d’action à l’échelle du système des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’avancement des femmes – 89 bureaux de pays l’avaient mise en œuvre en 2023, contre 75 en 2022. Quarante-six bureaux de pays du PNUD ont coprésidé un groupe thématique interinstitutions sur l’égalité des genres.

67. ONU-Femmes reste un partenaire constant du PNUD dans 74 pays, principalement en matière de planification stratégique et de programmation de fond, compte tenu du manque de personnel au sein d’ONU-Femmes et de son statut de non-résident dans certaines régions. Pour tirer parti de l’expérience acquise grâce à la base de données COVID-19 Global Gender Response Tracker, le PNUD et ONU-Femmes, en partenariat avec la République de Corée, ont lancé la publication intitulée « Promising Practices for Gender Equality: A Catalogue of Practical Solutions learned from the COVID-19 response », qui comporte une série d’options politiques proposées pour améliorer la prise en compte des questions de genre et renforcer la résilience aux chocs futurs.

68. Le PNUD continue de collaborer avec d’autres organismes du système des Nations Unies dans différents pays. En Afrique du Sud, avec ONU-Femmes, le Fonds des Nations Unies pour l’enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l’homme (HCDH) et l’Organisation internationale du Travail (OIT), il a achevé une étude axée sur les possibilités en matière de régimes d’assurance sociale pour le secteur informel, en mettant fortement l’accent sur les femmes et les jeunes. Il s’emploie actuellement avec les parties prenantes à utiliser les résultats de l’étude pour concevoir et piloter un projet d’assurance sociale pour les femmes travaillant dans le secteur informel.

69. **Renforcement des liens avec la société civile.** Les bureaux de pays du PNUD poursuivent des partenariats plus stratégiques avec la société civile, conformément à la stratégie pour la promotion de l'égalité des genres, qui met l'accent sur la nécessité d'atteindre les personnes laissées pour compte. Plus de 100 bureaux de pays ont noué des partenariats avec divers mouvements et organisations de femmes ou des féministes en 2022 et 2023, pour défendre les droits des femmes et lutter contre la violence fondée sur le genre. La collaboration a inclus des groupes locaux victimes de discrimination raciale et a accordé une grande importance au travail auprès des jeunes femmes.

70. Le PNUD agit en partenariat avec la société civile pour lutter contre les discriminations fondées sur des identités croisées, en mettant l'accent sur les personnes en situation de handicap. Au Samoa, il s'est associé à Nuanua Ole Alofa pour contribuer au recensement des femmes stigmatisées du fait de leur situation de handicap (Women with Disability Stigma Inventory) et recueillir des informations sur les expériences de 130 femmes vivant avec un handicap en matière de stigmatisation, de discrimination et de violence, afin d'éclairer les politiques et la législation en la matière. En Géorgie, il a financé des subventions destinées à des organisations locales de la société civile dirigées par des femmes afin de promouvoir le dialogue entre les communautés géo et abkhaze, en privilégiant le programme pour les femmes et la paix et la sécurité en tant que partie intégrante de la réconciliation.

71. **Un éventail plus large de partenaires.** Le PNUD continue de soutenir les réseaux religieux et les réseaux de jeunes dans leurs efforts pour mettre fin à l'extrémisme violent et modifier les normes de genre. Après les élections au Bénin, le PNUD s'est associé à la Coalition nationale pour la paix afin de promouvoir des formations sur la gestion des conflits, l'extrémisme violent et le terrorisme auxquelles ont participé des femmes, des jeunes et des chefs religieux de la société civile. Une campagne de sensibilisation à ce projet a été menée auprès de plus de 2 000 chefs religieux.

72. Le PNUD collabore avec des institutions universitaires et des groupes de réflexion afin de développer de nouvelles recherches et d'orienter le plaidoyer en faveur de l'égalité des genres. Une collaboration avec l'Université de Bahreïn a permis d'organiser à l'intention des fonctionnaires un atelier sur l'économie tenant compte des questions de genre. En 2023, le PNUD, le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU et l'Université de Pittsburgh se sont associés dans le cadre d'une initiative mondiale sur la qualité de l'égalité des genres et l'administration publique pour mener des examens nationaux des mesures visant à promouvoir le leadership et la présence des femmes au sein de l'administration publique au Bhoutan, en République démocratique populaire lao, à l'île Maurice et au Sénégal.

73. Le PNUD a exploré de nouvelles collaborations avec des institutions financières internationales et des banques multilatérales de développement. En partenariat avec la Banque asiatique de développement, il a réalisé une analyse socio-économique complète des secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité alimentaire en Afghanistan, en mettant l'accent sur l'égalité des genres.

74. **Le secteur privé.** Des partenariats avec des banques et des investisseurs privés ont permis de réorienter les investissements financiers en faveur de l'égalité des genres. En 2023, le PNUD et ONU-Femmes ont collaboré avec les centres financiers pour la durabilité à l'élaboration d'une brochure sur le financement de l'égalité des genres afin de guider les mesures en faveur de l'égalité des genres dans le secteur financier. Les membres des centres financiers pour la durabilité gèrent 82 % du marché mondial des actions et représentent 84 000 milliards de dollars de capitalisation boursière.

75. Le label égalité des genres pour le secteur privé reste une grande priorité du PNUD en ce qui concerne la promotion de l'exercice des responsabilités par les femmes et de leur participation, la multiplication des lieux de travail inclusifs et l'assurance de l'égalité salariale. En 2023, 189 entreprises du secteur privé se sont vu décerner le label, notamment dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et de la finance, ce qui a bénéficié à plus de 450 000 travailleurs, dont 48 % de femmes. La Stanbic Bank of Uganda a créé une unité bancaire spécialisée pour les femmes et prévoit d'allouer 15 millions de dollars à l'inclusion financière de celles-ci, y compris une série de prêts déjà versés à plus de 1 000 femmes.

76. **Le PNUD a continué à approfondir son engagement auprès des principaux donateurs au niveau mondial**, y compris grâce aux guichets de financement. Les gouvernements de la République de Corée et du Luxembourg, principaux partenaires du guichet de financement du PNUD pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, ont apporté un soutien flexible essentiel à l'investissement dans de nouveaux domaines d'activité tels qu'Equanomics. Une collaboration fructueuse s'est poursuivie avec les gouvernements du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de la France, entre autres. Le PNUD s'est également félicité des nouvelles collaborations avec des partenaires philanthropiques tels que la Fondation Hewlett.

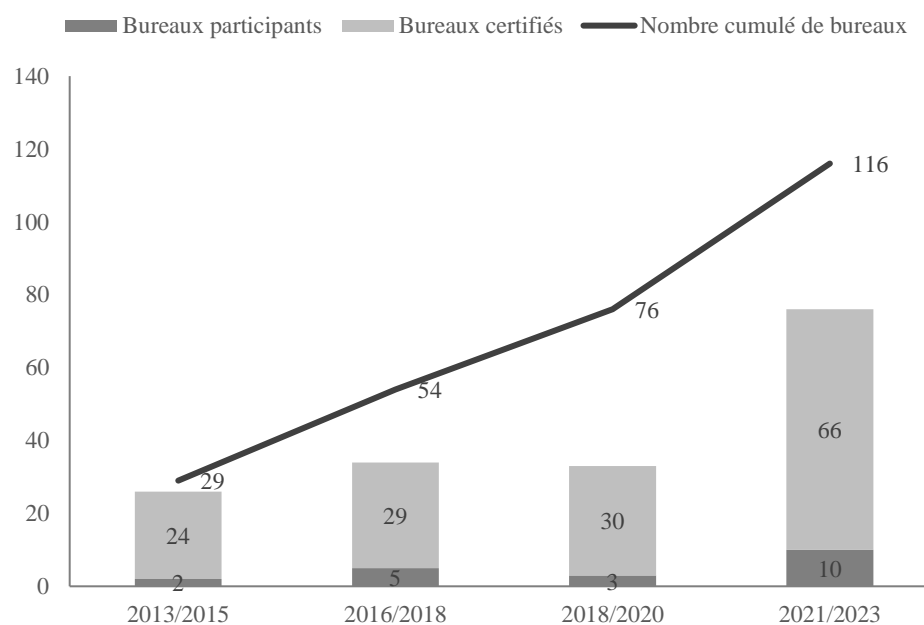
IV. Transformation institutionnelle : analyse approfondie du label égalité des genres

77. En 2023, le PNUD a renforcé les sept composantes interconnectées de son cadre institutionnel (exercice des responsabilités ; intégration ; apprentissage et innovation la culture ; financement ; responsabilité ; communication), en faisant du label égalité des genres un moteur de progrès dans les bureaux de pays.

78. Le label égalité des genres est une initiative phare du PNUD visant à développer les capacités et à accélérer les effets pour obtenir des résultats transformateurs en matière d'égalité des genres. Dans le cadre du cycle de certification 2021-2023, 76 bureaux nationaux ont volontairement mené à bien cette initiative de deux ans, 66 d'entre eux ayant atteint les normes minimales requises pour la certification bronze, argent ou or. D'ici 2023, le label aura été pleinement mis en œuvre dans 116 (soit 90 %) bureaux de pays du PNUD sur une période de 10 ans.

79. **Le label est bien plus qu'une certification.** Il s'agit d'un cheminement unique en son genre qui associe les valeurs fondamentales du PNUD, l'apprentissage, un sens collectif de l'objectif et une méthodologie stricte pour mesurer les progrès. Le label a été synonyme de changements au PNUD et a incité d'autres organismes des Nations Unies à intégrer l'égalité des genres dans leur culture institutionnelle et leurs résultats. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme travaille avec huit pays dans le cadre de son Programme de certification en matière de genre. Le Programme alimentaire mondial a engagé 33 bureaux dans son programme de certification en matière de genre et 27 bureaux sont actuellement certifiés.

Figure I
Nombre de bureaux ayant reçu le label égalité des genres (2021-2023)



Source : Outil de suivi du label égalité des genres du PNUD.

Leadership

80. En général, les hauts fonctionnaires des bureaux nationaux qui ont reçu la certification du label égalité des genres ont effectivement fait preuve d'un engagement fort et de la capacité de gérer le changement institutionnel. Nombre d'entre eux ont publiquement préconisé l'égalité des genres et négocié un programme solide en la matière avec leurs partenaires. Les dirigeants des bureaux ayant reçu le label or font un effort supplémentaire pour prouver leur engagement en sortant de leur zone de confort, en changeant leurs comportements personnels et en adoptant des pratiques de partage du pouvoir et un mode de réflexion stratégique. Ils disposent également d'une base de données crédible et rigoureuse pour étayer les affirmations relatives à l'utilité du label au regard de l'égalité des genres. Les bureaux du PNUD qui ont obtenu la certification or en 2023 sont le Bangladesh, le Burundi, la Bosnie-Herzégovine, l'Inde, le Népal, le Bureau du Pacifique (Fidji), le Paraguay et Samoa (bureau multi-pays).

81. **Le suivi du label égalité des genres concernant les bureaux en situation de crise a donné des résultats prometteurs.** En partenariat avec le Bureau de gestion des crises du PNUD, un suivi spécial a été lancé en 2021-2023 et appliqué dans 13 bureaux situés dans des pays fragiles ou extrêmement fragiles. Grâce à un soutien technique adapté, les dépenses de programme qui contribuent directement aux principaux objectifs en matière d'égalité des genres (GEN3) sont passées de 5 % en 2020 à 8,7 % en 2023. Le label a aidé 100 % des bureaux de pays en situation de crise à nommer une personne spécialiste des questions de genre, ce qui représente une amélioration significative par rapport au taux de référence (36 %). Plus important encore, les bureaux obtiennent des résultats concrets en matière de promotion de l'égalité des genres et, à titre d'exemple, le PNUD a contribué à l'établissement d'un quota de 30 % pour les femmes lors des récentes élections de la Chambre haute en

Somalie. Bien que le quota n'ait pas été atteint, la Somalie a réussi à obtenir une participation de 21 % de femmes.

Intégration et spécialisation

82. Le label s'est avéré efficace pour ce qui est d'aider les bureaux nationaux à renoncer aux approches fragmentaires. Il requiert la création d'équipes multidisciplinaires de coordination pour l'égalité des genres, présidées par de hauts fonctionnaires. Ce mécanisme, lorsqu'il est solidement dirigé par des fonctionnaires de rang supérieur et divers membres de l'équipe, permet de définir des objectifs communs pour briser les silos et ouvrir les portes à une intégration véritable des questions de genre dans la programmation.

83. La norme relative au label consistant à prévoir la présence à plein temps d'une personne spécialiste des questions de genre a entraîné des changements dans le dispositif du PNUD relatif aux questions de genre. Entre 2021 et 2023, 14 nouveaux spécialistes ont été recrutés. L'une des leçons les plus intéressantes à tirer de l'expérience des bureaux ayant reçu le label or est qu'ils disposent tous d'un(e) conseiller(ère) principal(e) pour les questions de genre à plein temps, de renommée nationale, qui a un accès direct aux décideurs et la capacité d'influencer les parties prenantes nationales. En Ouzbékistan, le PNUD a pourvu le poste à plein temps de spécialiste des questions de genre et d'énergie pour appuyer un projet de mobilité électrique à faible intensité de carbone qui a abouti au démantèlement d'une loi interdisant aux femmes de conduire des camions et des bus, ce qui prouve la valeur ajoutée de la présence de spécialistes dans les différents portefeuilles de programmes.

84. Bien que l'Équipe de la problématique femmes-hommes du PNUD au niveau mondial, composée de 25 administrateurs recrutés à temps plein sur le plan international, reste le point d'ancrage du dispositif du PNUD relatif aux questions de genre, le label égalité des genres a conduit à l'expansion des capacités régionales et au recrutement de 10 spécialistes des questions de genre supplémentaires. Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique a recruté quatre spécialistes sous-régionaux des questions de genre et une personne chargée de la coordination concernant le label égalité des genres. Cet investissement important dans les capacités a permis au Bureau régional d'obtenir la meilleure amélioration globale (33 %) et la meilleure note (80 %) pour le cycle de certification 2021-2023.

85. Les examens participatifs de portefeuilles ont été fondamentaux pour le label, mais leur complexité nécessite des compétences spécialisées. La mise en œuvre à l'échelle mondiale n'est pas homogène. Le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes a trouvé une solution en mettant en place un solide réseau de conseillers chargés d'examiner le portefeuille des bureaux nationaux dans 75 % des bureaux ayant reçu le label égalité des genres de la région. Un examen du portefeuille du bureau du Paraguay a permis de réorganiser un projet d'attribution de titres de propriété grâce auquel plus de 1 300 ménages dirigés par des femmes ont finalement pu accéder à des titres fonciers, ce qui a eu des effets catalyseurs sur les droits reconnus par la loi et l'accès au capital.

Apprentissage permanent et innovation

86. Le label égalité des genres est la plus grande intervention du PNUD en matière de renforcement des capacités dans le domaine de l'égalité femmes-hommes. Si 93 % des bureaux ayant reçu le label égalité des genres ont dispensé une formation à l'ensemble de leur personnel, l'apprentissage le plus efficace s'est appuyé sur des changements de comportement et des changements individuels. Le Programme d'assistance au peuple palestinien illustre de manière éclatante la mise en œuvre de la méthodologie des ateliers axés sur la transformation des aspects relatifs au genre

sur le terrain. Les sessions ont offert aux participants un espace sûr pour l'autoréflexion sur les perceptions personnelles, sociales et religieuses des normes sociales. Une formation approfondie a permis de développer un fort sentiment d'appartenance, renforçant ainsi la motivation à intégrer la dimension de genre dans la programmation.

87. **Plan d'apprentissage mondial relatif au label égalité des genres.** Le plan d'apprentissage relatif au label égalité des genres pour 2022-2023 a été conçu à l'intention des 76 bureaux nationaux participants. Il a donné lieu à 11 sessions interactives consacrées à la protection sociale, à l'environnement, à la communication tenant compte des questions de genre, à l'égalité des sexes et au pouvoir sur le lieu de travail. Plus de 1 000 personnes ont participé à chaque session et un réseau de praticiens dynamique comptant 300 membres a été créé.

88. Les capacités des responsables de portefeuille restent un enjeu. Seuls 42 % des bureaux ayant reçu le label (32 sur 76) ont proposé aux chefs d'équipe des programmes spécialisés de renforcement des capacités. Cette norme était l'une de celles dont les taux de réalisation étaient les plus faibles.

Une culture de l'égalité et de l'inclusion

89. Il existe un écart entre les femmes et les hommes en ce qui concerne la perception de la promotion par le PNUD d'un lieu de travail égalitaire et respectueux. Une enquête anonyme menée auprès de 5 000 participants dans les bureaux nationaux (nombre égal d'hommes et de femmes) a montré que 77 % des hommes ont répondu positivement quant aux perceptions de l'égalité et de l'autonomisation sur le lieu de travail, contre 69 % des femmes. L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée reste l'un des plus grands défis dans tous les bureaux, même lorsqu'ils sont considérés comme très performants. En 2024, des bonnes pratiques seront proposées pour améliorer la culture institutionnelle et mieux traiter la question des normes sociales patriarcales sur le lieu de travail.

90. **Parité et pouvoir.** Si le PNUD peut se féliciter de la parité des genres dans l'ensemble de ses effectifs, les données montrent que les efforts doivent être poursuivis pour garantir que les femmes occupent des postes de décision, en particulier dans les pays en crise. Parmi les 13 bureaux de crise ayant reçu le label égalité des genres, seuls 8 % respectent les normes en matière de parité des genres. À l'avenir, le PNUD recherchera de nouvelles modalités pour attirer les femmes vers des postes soumis à recrutement national ou international dans des lieux d'affectation famille non autorisée.

91. **Mobiliser les hommes en faveur de l'égalité des genres.** En 2023, un dialogue mondial a permis à 85 personnes dans 39 bureaux nationaux d'appliquer les recommandations de la note d'orientation intitulée « Men and Gender Equality in the Workplace: A Safe, Respectful and Inclusive Organizational Culture ». Une page de la plateforme SparkBlue est spécialement consacrée aux ressources et pratiques sur les masculinités et un groupe de travail rassemblant des bureaux nationaux s'est formé pour faire progresser les approches transformatrices des masculinités au sein de l'organisation.

Des ressources financières à la hauteur des ambitions

92. Le PNUD s'est engagé à atteindre progressivement un stade où 70 % des dépenses de programme financent des travaux dont l'un des objectifs principaux ou majeurs est la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. En 2023, ce chiffre est passé à 69 %, contre 66 % en 2022 et 60 % en 2021 (le GEN3 étant à 5,2 % et le GEN2 à 64,2 % en 2023). Le bureau du PNUD au Burundi fait

partie du programme depuis 2017, lorsque les dépenses consacrées à l'égalité des sexes n'atteignaient que 47 %. Avec une certification or en 2023, le bureau du Burundi a atteint le chiffre de 84 %.

Principe de responsabilité

93. En 2023, le Comité de direction et de mise en œuvre sur l'égalité des sexes, présidé par l'administrateur du PNUD, a fait le point sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2022-2025. Il est ressorti de l'examen par l'ONU du dispositif relatif aux questions de genre que le Comité constituait une bonne pratique, encourageant toutes les instances à créer un mécanisme similaire, y compris le Cabinet du Secrétaire général.

94. Outre le label égalité des genres, le PNUD a constitué en 2023 un cercle consultatif composé d'experts de la société civile et d'experts externes pour guider et suivre la mise en œuvre de la stratégie, dont les membres viennent de tous les horizons : genre et énergie, femmes et paix et sécurité, économie féministe et féministes organisées de manière plus large. Le cercle consultatif tiendra des sessions semestrielles ordinaires et des réunions ponctuelles, en tant que de besoin.

Communication au service de la mobilisation

95. Le label égalité des genres établit un seuil minimum pour les messages publiés sur les réseaux sociaux, dont il exige que 15 % du total soient axés sur des questions touchant l'égalité des genres ou y ayant trait. En Chine, le PNUD a mené une campagne de promotion des sciences auprès des jeunes filles des zones rurales, qui a touché jusqu'à 100 millions de personnes. Au Bangladesh, il a mené avec succès une campagne sur la sécurité des femmes dans les espaces publics et sur la violence fondée sur le genre.

96. La communauté de pratique mondiale sur l'égalité des genres a organisé en 2023 sept sessions d'apprentissage sur ce thème, auxquelles ont participé plus de 480 personnes issues de 93 bureaux de pays. Le PNUD a lancé l'Indice des normes sociales de genre, et, en collaboration avec ONU-Femmes, des indices jumelés de l'autonomisation des femmes et de la parité, ainsi que des pratiques prometteuses en faveur de l'égalité des genres. Des campagnes de communication ont promu la Journée internationale des femmes, les 16 journées de mobilisation contre la violence fondée sur le genre et d'autres moments forts. À la fin de l'année 2023, le PNUD comptait plus de 8,3 millions d'abonnés sur LinkedIn, X, Facebook, Instagram et Threads en anglais, en français et en espagnol. Il y a eu 22 796 mentions sur X provenant de 7 140 comptes mentionnant « UNDP », « PNUD » ou « PNUDFR » et des mot-dièse liés au genre. Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, le PNUD a produit le reportage intitulé « From global emergency to global equality » et les ambassadeurs de bonne volonté Nikolaj Coster-Waldau et Yemi Alade se sont exprimés au sujet de l'égalité entre les hommes et les femmes lors du Week-end d'action en faveur des objectifs de développement durable.

V. Orientations futures

97. Le PNUD a trouvé l'inspiration et un souffle nouveau au cours des deux premières années de mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes 2022-2025. Il cherche maintenant à influencer sur les structures budgétaires, à étendre les politiques globales de soins, à améliorer l'accès à l'énergie propre et à assurer le leadership des femmes dans la transition verte en collaboration avec ses partenaires. Il relève le défi consistant à intensifier ses efforts et à renforcer ses

capacités d'analyse pour transformer les normes, les valeurs et les structures de pouvoir.

98. Le PNUD continuera à s'inspirer de la Stratégie pour la promotion de l'égalité des genres (2022-2025), en tirant humblement les leçons de deux années de mise en œuvre et des changements profonds que l'égalité des genres exige pour dépasser les zones de confort et générer des changements dans la pensée et les comportements, et en créant un environnement porteur pour la défense de l'égalité des genres.
